

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 04/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



Etablissements MICHAL André

Bois de Seyves
26210 EPINOUE

Références : 20220427-RAP-DACA0326

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2022 dans l'établissement MICHAL implanté BOIS DE SEYVES 26210 EPINOUE. L'inspection a été annoncée le 13/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Etablissements MICHAL André
- Bois de Seyves 26210 EPINOUE
- Code AIOT dans GUN : 0006100594
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière a été autorisée par l'arrêté du 10 décembre 1998 pour une durée de 15 ans. Le 31 octobre 2007, les établissements MICHAL André ont été autorisés à reprendre l'exploitation de cette carrière.

La remise en état prévue de cette carrière est de type agricole après remblaiement. Actuellement la remise en état du site n'est pas terminée mais les garanties financières sont toujours provisionnées en cas de défaillance de l'exploitant.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Remise en état
- Remblaiement
- Garanties financières

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire |
|--------------------------|---|
| Situation administrative | Arrêté Préfectoral du 10/12/1998, article 2 |
| Remise en état | Arrêté Préfectoral du 10/12/1998, article 8 |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire |
|--------------------------------|--|
| Clôtures et barrières | Arrêté Préfectoral du 10/12/1998, article 5 |
| Registre et plans | Arrêté Préfectoral du 10/12/1998, article 7.7 |
| Remblayage | Arrêté Préfectoral du 10/12/1998, article 8.2 |
| Remblayage | Arrêté Préfectoral du 10/12/1998, article 8.2 |
| Remblayage | Arrêté Préfectoral du 10/12/1998, article 8.2 |
| Contrôle des eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 10/12/1998, article 10.4 |
| Garanties financières | Arrêté Préfectoral du 10/12/1998, article 16 |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté d'autorisation de la carrière est échu mais la remise en état n'est pas terminée. Il revient à l'exploitant de se positionner rapidement sur le devenir du site soit par sa remise en état agricole, par le dépôt d'un dossier de renouvellement d'autorisation de carrière et/ou d'installation de stockage de déchets inertes.

Pour les deux derniers points en plus des autorisations administratives et de la compatibilité avec le PLU de la commune d'Epinouze, l'accord du propriétaire du site est nécessaire.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/1998, article 2 |
| Thème(s) : Situation administrative, Durée d'autorisation |
| Prescription contrôlée : L'autorisation est accordée pour une durée de 15 ans à compter de la notification du présent arrêté remise en état incluse. |
| Constats : L'autorisation de la carrière est échue mais la remise en état n'est pas finalisée (remblaiement et remise en état agricole). L'exploitant a des projets pour la poursuite d'activités sur ce site mais qui nécessitent l'accord du propriétaire des terrains. L'inspection demande à l'exploitant de prendre rapidement contact avec le propriétaire concernant le devenir du site (remise en état rapide, accord pour un renouvellement d'activités) et de nous tenir informé des suites sous un délai d'un mois. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Proposition éventuelle ultérieure fonction des réponses apportées (arrêté de mise en demeure de régulariser la situation administrative). |

Nom du point de contrôle : Clôtures et barrières

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/1998, article 5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières |
| Prescription contrôlée : Toute la carrière sera entourée par un merlon périphérique auprès duquel seront disposés des pancartes signalant le danger, en nombre suffisant. L'entrée de la carrière sera matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'ouverture. |
| Constats : Un portail est présent à l'entrée de la carrière, des panneaux d'informations sont présents le long de la clôture et sur les merlons. L'inspection rappelle à l'exploitant de vérifier régulièrement l'état de la clôture afin d'éviter des intrusions sur le site. Observation : le panneau d'information à l'entrée du site n'indique que l'arrêté de changement d'exploitant de 2007 et non l'arrêté d'autorisation initial du site de 1998. De plus la durée indiquée est erronée (15 ans d'autorisation et non 20 ans). |
| Type de suites proposées : Sans suite administrative |
| Proposition de suites : Proposition éventuelle ultérieure fonction des réponses apportées |

Nom du point de contrôle : Registre et plans

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/1998, article 7.7 |
| Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation |
| Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. |
| Constats : Le 31 août 2021, l'exploitant a transmis à l'inspection le plan topographique de la carrière réalisé le 2 avril 2021. Ce plan concerne la zone de remblaiement. L'exploitant a indiqué que le prochain plan topographique sera réalisé une fois que les matériaux stockés sur la plateforme seront analysés et mis en remblaiement. |
| Type de suites proposées : Sans suite administrative |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Remise en état

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/1998, article 8 |
| Thème(s) : Autre, Remise en état |
| Prescription contrôlée : L'objectif final de la remise en état vise à remblayer la carrière jusqu'au niveau du terrain naturel et de remettre le site en culture. |
| Constats : La remise en état prévue par l'arrêté d'autorisation de la carrière n'est pas finalisée (remblaiement à terminer et mettre en culture le site). L'exploitant doit se positionner en lien avec le propriétaire des terrains sur le devenir du site. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Proposition éventuelle ultérieure fonction des réponses apportées (arrêté de mise en demeure de régulariser la situation administrative). |

Nom du point de contrôle : Remblayage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/1998, article 8.2 |
| Thème(s) : Autre, Remblayage |
| Prescription contrôlée : Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition...) ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. |
| Constats : Les matériaux en attente de remblaiement sont stockés sur la plateforme à l'entrée de la carrière. Il s'agit de bétons, tuiles, terres... Nous avons aussi constaté la présence d'enrobé. Les mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron (code déchet 17 03 02) sont admissibles comme matériaux inertes mais l'exploitant doit s'assurer de la non présence de goudron. Le propriétaire ne souhaite pas que cet enrobé soit mis en remblaiement au sein de la carrière. L'inspection précise à l'exploitant que des filières de recyclage de l'enrobé existent et qu'il pourrait se rapprocher d'entreprises réalisant cette activité. L'exploitant a indiqué que des analyses seront faites sur les matériaux en attente de remblaiement (en mai 2022). Observation : l'inspection demande que les résultats des analyses lui soit transmises. |
| Type de suites proposées : Sans suite administrative |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Remblayage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/1998, article 8.2 |
| Thème(s) : Autre, Bordereau de suivi |
| Prescription contrôlée : les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leur quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste de la conformité des matériaux à leur destination. |
| Constats : L'exploitant dispose de documents préalables pour les déchets entant sur le site (modèle du CEREMA). Documents transmis suite à la visite du 11 juin 2021. Ce document mentionne : la localisation du chantier, le producteur du déchet, le transporteur, le type de déchets avec son code, les tonnages et l'accusé d'acceptation de ces déchets au sein de la carrière. |
| Type de suites proposées : Sans suite administrative |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Remblayage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/1998, article 8.2 |
| Thème(s) : Autre, Registre |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. |
| Constats : L'exploitant tient un registre d'admission des déchets inertes. Une copie des registres de 2021 et 2022 a été transmis à l'inspection en amont de la visite. Les déchets inertes entrant sont majoritairement des bétons provenant de la société MICHAL Préfa (code 17 01 01) et des mélanges de terre et cailloux (code 17 05 04). |
| Type de suites proposées : Sans suite administrative |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Contrôle des eaux souterraines

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/1998, article 10.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des eaux souterraines |
| Prescription contrôlée : Un piézomètre sera implanté à l'aval hydrogéologique du site, afin d'effectuer des analyses qualitatives annuelles des eaux souterraines. Les paramètres suivants seront analysés : MES, Hydrocarbures, Nitrates, pH, Conductivité, DCO et Sulfates. |
| Constats : Un piézomètre pour le contrôle des eaux souterraines est présent. L'exploitant a indiqué que le prélèvement des eaux sera réalisé en mai en même temps que les analyses des déchets inertes. Observation : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les résultats des analyses des eaux du piézomètre dès réception. |
| Type de suites proposées : Sans suite administrative |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Garanties financières

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/1998, article 16 |
| Thème(s) : Autre, Garanties financières |
| Prescription contrôlée : Présence des garanties financières. |
| Constats : Les garanties financières sont provisionnées jusqu'au 31 décembre 2022. |
| Type de suites proposées : Sans suite administrative |
| Proposition de suites : Sans objet |